

Le Fer Solidaire

Un journal syndical régional au service (public) des cheminots

NOTRE RETRAITE, COMME LA GRÈVE :

C'est tous ensemble

QU'ON SE LA PAYE ... ET QU'ON LA GAGNE !

M. PEPY, n°2 de la SNCF, a augmenté son salaire de près de 60% en 3 ans mais il ose déclarer que la grève débutant le 13 novembre serait « choquante » et « incompréhensible ».

Mme IDRAC, de son côté, tente d'économiser et de détourner les 15% de surcotisation que nous payons pour financer notre régime spécial, au nom de « l'équité concurrentielle » avec les autres entreprises ferroviaires.

M. SARKOZY se fait voter une augmentation de 172% de son salaire sous prétexte de « transparence » ou « d'équité » et surtout pour gagner autant que des ministres qui s'étaient augmenté eux de 70% en 2002.

Et tout ce petit monde voudrait nous faire croire que les cheminots n'ont aucune raison de faire grève et devraient accepter de perdre jusqu'à 30% de leur pension de retraite ou alors se résigner à partir 5 ans plus tard en retraite pour rien.

Leur véritable objectif n'est certainement pas de sauver notre régime de retraite, il sera à l'équilibre en 2015 selon le rapport du Conseil d'Orientation des Retraites.

Leur projet n'est pas non plus de nous faire travailler plus longtemps, il n'y a pas de postes de travail pour nous reclasser.



Leur but est de nous faire travailler plus pour gagner moins et de pousser ceux qui en auraient les moyens à jouer leur retraite à la Bourse.

Et les cheminots ne sont pas les seuls visés, ce sont tous les salariés, qui verront augmenter leur durée de cotisation à 41 ans dès l'an prochain.

C'est donc TOUS ENSEMBLE qu'il faut défendre le système français de retraite par répartition : Syndiqués ou non ; sédentaires ou roulants ; exécutions, maîtrises ou cadres ; avec la RATP, EDF/GDF, et les clercs de notaire ; avec les salariés du privé et du public.

Tous et toutes en grève à partir du mardi 13 novembre 2007 à 20 heures
 Et le temps qu'il faudra pour défendre notre régime de retraite et le Fret ferroviaire.
 Rendez-vous nombreux sur les piquets de grève et dans les Assemblées Générales.

«Et j'ai été très heureux de la prise de position de certaines O.S. comme la FGAAC» (Nicolas SARKOZY à Lisbonne)

Par contre les mécanos comme les autres cheminots n'ont aucune raison de se satisfaire de la «position» des négociateurs de la FGAAC.

En essayant de nous faire croire qu'ils ont obtenu quelque chose, ils ont surtout accepté l'inacceptable, la casse de notre régime de retraite.

Ils ont en effet respecté docilement le cadrage fixé par le document d'orientation du ministère et se sont contenté de ramasser les quelques miettes que le gouvernement voulait nous faire avaler.

Voilà, ce qu'ils ont obtenu, ou plutôt accepté, de « haute lutte », en bradant le régime de retraite des mécanos mais aussi celui de tous les cheminots :

- Passage aux 40 ans de cotisation (et bientôt 41).
- Mise en place de la décote.
- Indexation des pensions sur les prix (cette mesure a valu aux salariés du privé de perdre environ 10% de pouvoir d'achat depuis 1993).
- Mise en place d'une part de retraite par capitalisation (pour jouer en Bourse avec nos pensions).
- Mise en place d'un double statut : les mécanos embauchés à partir du 1^{er} janvier 2009 perdront les bonifications et devront se payer une retraite anticipée en cumulant leurs jours de congés et leurs repos complémentaires.



Les patrons de la FGAAC ont beaucoup traîné dans les salons dorés du gouvernement et de la direction nationale mais ils en sont ressortis en signant un chèque en blanc. Ils ont fait le choix d'accompagner la réforme en bradant aussi la retraite des ADC qu'ils sont pourtant censés défendre.

Ce n'est pas dans les couloirs de l'Elysée que nous sauverons nos retraites mais tous ensemble, sédentaires et roulants, en participant à la grève et en étant présents dans les Assemblées Générales.

Nous n'obtiendrons rien sans la mobilisation de chacun et nous invitons les adhérents et militants de la FGAAC à défendre réellement leurs retraites en se joignant au mouvement.

Il prétend faire ce qu'il dit. Mais il dit surtout n'importe quoi !

LORS D'UNE RENCONTRE AVEC DES CHEMINOTS,
SARKOZY S'EMMÊLE SUR LES RÉGIMES SPÉCIAUX



« les jours de grève ne seront pas payés. » 20/06/07 - TFI

Aucune nouveauté, les jours de grève n'ont jamais été payés mais les modalités de paiement peuvent être négociées.

PPDA : *« Pour la grève qui est dors et déjà annoncée dans un mois tout juste (grève du 18 octobre), est-ce que vous allez mettre en place le fameux service minimum que vous aviez annoncé pendant la campagne ? »*

Sarkozy : *« Mais bien sûr, il y a une loi, elle doit s'appliquer. »* 20/09/07 - TFI

Non, la loi sur le service minimum s'appliquera le 1er janvier 2008.

« Les 40 ans, c'est pour tout le monde. En revanche, les bonifications, les décotes, moi je pense que tout ceci ne peut s'appliquer que pour ceux qui ne sont pas déjà rentrés dans la SNCF. » 20/09/07 - France 3

Le ministère a démenti poliment la « boulette » de Sarkozy et confirmé depuis les éléments du document d'orientation du 10 octobre c'est-à-dire qu'à ce jour tous les cheminots seront victimes de la décote.

Quand il affirme *« La rue elle m'fra pas plier »* Il vient de nous montrer le contraire avec les internes en médecine, les marins...

Et Juppé en 1995 disait la même chose.

C'EST LE BOUQUETFISCAL !

« ... qui bénéficiera essentiellement au dixième le plus favorisé des contribuables: en deux ans, **les plus favorisés auront ainsi économisé 12 milliards d'euros(*)** sur les 14 que coûtera à la collectivité en 2008 l'ensemble de ces cadeaux fiscaux (détaxation des heures supplémentaires non comprises). ... »

« ... En d'autres termes, plutôt que la France du travail, c'est celle des rentiers et des héritiers - la France qui se lève tard - qui va être la grande gagnante de la réforme en cours d'adoption. »

(Extraits d'Alternatives Economiques - n°260 - Juillet 2007)

(*) en comparaison le retour aux 37,5 années de cotisations pour tous les salariés du public et du privé coûterait environ 4,5 milliards.

UN JOUR, LE RÉVEIL...



CHAB.

Pour le Fret ferroviaire comme pour les Retraites. D'autres choix de société sont possibles !

Les retraites et la situation du Fret ferroviaire sont au cœur des revendications des Cheminots mais tous les habitants de ce pays sont directement concernés par les choix de société que nos gouvernants tentent de leur imposer.

Le Fret a été lâché en pâture à la concurrence par la Commission Européenne et la SNCF prépare un nouveau Plan de liquidation de cette activité pour pouvoir courir après les seuls marchés rentables en abandonnant ainsi les missions de service public.

Nous demandons l'abandon de ce Plan de liquidation et une véritable politique de développement du Fret ferroviaire.

Cela passe par un véritable débat public au sujet des transports en Europe, qui aille au-delà des belles déclarations d'intention du Grenelle de l'environnement. Il faut en finir avec le tout-camion, que la France ne soit plus l'autoroute de l'Europe, qu'on arrête de trimballer de l'autre bout du monde ce que l'on peut faire chez nous et vice versa.

Les différents modes de transport devraient être taxés à la hauteur de leurs coûts environnementaux,

en terme de pollution et de consommation d'énergie. D'autre part les coûts des infrastructures routières devraient aussi être supportés par les transporteurs routiers et ne pas être uniquement à la charge de la collectivité. La sécurité routière doit aussi être prise en compte.

On verra alors peut-être moins d'accidents de la route, de tomates espagnoles et hollandaises se croiser sur l'autoroute du soleil en août, et moins d'entreprises qui ferment.

Avec un transport routier taxé à son juste prix, écologique et économique, les fonds de pension hésiteront avant de délocaliser et d'aller exploiter les salariés des pays du tiers-monde afin de faire toujours plus de profits.



NON IL N'Y A PAS DE « VALISES » À SUD RAIL CAR NOUS NE SOMMES PAS À VENDRE.

Le MEDEF cherche à salir le syndicalisme pour masquer ses propres dérives et les errements de quelques bureaucrates syndicaux. Nous défendons nous un syndicalisme de lutte, de terrain où les adhérents décident et ne se laissent pas vendre ou dicter leur conduite par des professionnels du syndicalisme.

Notre richesse c'est vous, qui nous accordez votre soutien et votre confiance par votre adhésion.

Nom :

Prénom :

Adresse SNCF :

N° de Tel SNCF :

Portable :

Mail :

- Je souhaite recevoir et diffuser l'information Sud Rail - Nombre d'exemplaires :
- Je souhaite recevoir l'information Sud Rail par mail.
- Je veux adhérer à Sud Rail.



Sud Rail Lyon - 2, rue Claudius Collonges 69002 LYON

Tél. SNCF : 542 028 Tél. PTT : 04 78 38 15 08

Fax SNCF : 543 917 Fax PTT : 04 72 40 39 17

Mail : sudraillyon@club-internet.fr Site Internet : www.sudraillyon.org

